



Le gouvernement a mis en oeuvre depuis quelques mois un bouleversement en profondeur de notre système de recherche et d'enseignement supérieur. Dans son discours du 22 janvier, N. Sarkozy a annoncé son intention d'accélérer encore les choses et de passer en force si nécessaire, car il veut "en finir avec une organisation désastreuse". Il en a profité pour dénoncer la médiocrité de la production scientifique française au regard des efforts budgétaires prétendument consentis. Etant en désaccord profond avec ce diagnostic, nous récusons les réformes qui en découlent. D'autres réformes sont possibles et souhaitables, comme en témoignent les nombreuses propositions des Etats Généraux de la Recherche. Nous refuserons donc désormais, chacun à la mesure de ses moyens et de ses responsabilités, d'accepter de contribuer à la destruction de l'actuel système de recherche de notre pays, en particulier au démantèlement des organismes de recherche, et à la diminution des moyens financiers et humains.

Pour ces raisons, nous déclarons aujourd'hui que l'Institut de Biologie Physico-Chimique est en lutte pour que soit conduite une réforme respectueuse de valeurs portées par la recherche et l'enseignement supérieur.